

Forum : Forum citoyen sur le Climat

2026

Thématique : Devons-nous repenser notre modèle économique productiviste face à l'urgence climatique actuelle ?

Nom du/de la Citoyen.ne : Liel Bogaert _____

Situation familiale ● Marié/en couple ○ Célibataire ○ Avec enfants, si oui combien _____	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire ● Universitaire
---	---

1. De quelle manière êtes-vous concerné.e par le sujet ?

Je m'appelle Liel Bogaert, j'ai 42 ans et je suis chercheuse en politique climatique à l'Université d'Oxford. Depuis plus de 15 ans, mon travail consiste à étudier comment les économies peuvent se décarboner sans renoncer à la croissance et à l'emploi.

J'évalue comment les politiques et réglementations climatiques mises en place respectent les objectifs annoncés. Selon l'Oxford Climate Policy Monitor 2025 Annual Review, sur l'ensemble des juridictions et domaines suivis, seules 16 politiques atteignent plus de 75 % d'alignement avec les objectifs d'ambition climatique — ce qui signifie qu'environ la moitié des politiques, soit 112 cas, restent en deçà des seuils minimaux. Depuis 2020 pourtant, les 37 juridictions suivies ont renforcé leurs politiques climatiques sans recul notable, à l'exception des États-Unis, y compris dans des pays ayant changé de majorité politique comme l'Argentine, l'Indonésie ou le Mexique, preuve que cette dynamique dépasse les cycles électoraux.

Ce sujet me concerne donc d'abord professionnellement : mes recherches sont directement mobilisées par les décideurs pour orienter les choix industriels et budgétaires du pays. Mais il me concerne aussi personnellement en tant que citoyenne du Royaume-Uni. Mon pays est déjà touché par des vagues de chaleur et des inondations aux conséquences économiques très concrètes pour les ménages, les agriculteurs et les assureurs. Selon l'Association of British Insurers, les coûts annuels des inondations grimpent jusqu'à 2,3 milliards de livres sterling en perte économique directe. Le secteur commercial et industriel subit environ 32% à 40% des pertes économiques totales. Nous pourrions donc nous demander si une transition globale vers des économies sans carbone n'est pas impérative pour des économies productives à long terme.

Je vois, dans mon quotidien de chercheuse, à quel point l'inaction climatique coûte déjà cher, alors que la transition vers une économie bas-carbone est souvent présentée à tort comme un frein à la prospérité. Dans une société où le gain à court terme est souvent valorisé davantage qu'un impact économique positif à long terme, ce raisonnement séduit, mais les faits le contredisent. Cette transition nécessite certes de la coordination, de l'argent et du temps, mais elle est aussi un moteur de nouveaux emplois et d'innovation : selon l'Energy and Climate Intelligence Unit (ECIU), des économies représentant 92 % du PIB mondial ont déjà réduit l'intensité carbone de leur croissance (émissions en hausse plus lente que le PIB ou en baisse), et celles représentant 46 % du PIB mondial ont même réussi à faire croître leur économie tout en réduisant leurs émissions de CO₂ en valeur absolue.

Je suis également concernée par le fossé qui existe entre le monde de la recherche et celui de la décision politique. En 2023, le gouvernement britannique de Rishi Sunak a assoupli ses objectifs climatiques et a augmenté l'offre de quotas sur le marché carbone britannique, à l'encontre des alertes

de son propre organisme consultatif, le Climate Change Committee. Par conséquent, le prix de la tonne de CO₂ a diminué à moins de la moitié du prix européen, faisant perdre au Trésor britannique des centaines de millions de livres de recettes potentielles. Pire, les exportateurs britanniques d'acier et d'aluminium doivent désormais payer cette différence directement à Bruxelles via le MACF européen, plutôt que de voir ces revenus rester au Royaume-Uni. Ignorer les données scientifiques et économiques s'est donc traduit par une perte pour le pays lui-même.

C'est cet écart que je m'efforce de combler en travaillant avec des entreprises, des syndicats et des responsables publics pour prouver qu'une économie productive et compétitive peut aussi être une économie sans carbone. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) européen en est un bon exemple. En taxant les importations intensives en carbone, il pousse des producteurs à accélérer leur propre décarbonation pour rester compétitifs plutôt que d'être exclus du marché européen. On observe notamment un changement radical avec les exportateurs d'acier indiens, confrontés à un choc de prix de près de 22 % sur leurs ventes vers l'Europe, qui s'adaptent rapidement.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

À mon échelle, je n'ai pas le pouvoir de fixer moi-même la politique énergétique d'un pays. Néanmoins, je peux aider à influencer la décision de ceux qui l'ont, et sensibiliser les citoyens aux risques économiques concrets du dérèglement climatique. Voici deux mesures que je défends dans mes travaux et mes recherches :

Ma première proposition serait d'obliger les gouvernements à publier une étude d'impact économique avant de reculer sur un objectif climatique. En 2023, le Climate Change Committee avait averti le gouvernement britannique des risques liés à son recul majeur sur plusieurs objectifs climatiques clés, mais cet avis n'était que consultatif. Ma proposition ne retire rien au pouvoir des gouvernements de décider, mais ça les oblige à décider en connaissance de cause, et à assumer publiquement le coût de leur choix.

Ma deuxième proposition part du constat que cette transition ne coûte pas la même chose à tous les pays. Des emplois liés aux fossiles disparaîtront avant que les emplois verts ne les remplacent complètement. C'est vrai au Royaume-Uni, mais c'est encore plus vrai pour les pays qui dépendent de leurs exportations fossiles pour se développer. Les pays développés, historiquement responsables de la majorité des émissions selon le GIEC, ont donc une responsabilité particulière envers eux. Je propose que les mécanismes de taxe carbone aux frontières, comme le MACF européen, soient systématiquement couplés à un fonds de transfert technologique vers ces pays. Ceci rendrait la transition vers les énergies renouvelables plus juste et plus efficace.

Ces propositions s'appuient sur quinze ans de recherche. Cependant, mon rôle n'est pas de convaincre par la persuasion, mais de rendre le coût de l'inaction trop visible pour être ignoré.